



MADARIAGA
COLLEGE OF EUROPE
CENTRE

L'Europe ne doit pas s'égailler devant les kalachnikovs de Daesh

Par Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga – Collège d'Europe

Directeur Général honoraire à la Commission Européenne

Les attentats frappent des victimes innocentes en France, mais c'est l'Europe qui est visée au cœur. L'Europe doit donc répondre elle-même à la barbarie de Daesh. Si l'Europe ne se montre pas, aujourd'hui, unie et capable d'agir ensemble sur le terrain face à la menace de l'État Islamique, elle perdra à la fois la confiance de ses citoyens, et sa crédibilité internationale. Le moment est venu pour l'UE de se compter. Un Conseil européen doit le faire. Elle doit se compter sur une idée simple : est-elle davantage qu'un marché unique et une monnaie commune, ou est-elle aussi et surtout une communauté de destin face aux périls du monde ? Peut-elle seulement se coaliser pour défendre ses intérêts matériels ou aussi de se rassembler pour protéger ses populations et affirmer ses valeurs de civilisation ? Si l'Europe n'est pas capable, non seulement d'endiguer l'État Islamique avec ses trente mille combattants – ce qui est la stratégie d'une Amérique échaudée par l'Irak – mais de l'éradiquer parce que Daesh la frappe elle dans ses œuvres vives, alors l'UE n'a simplement plus de raison d'être.

L'Europe doit remplir trois tâches essentielles : assurer la coopération policière ; protéger les frontières extérieures ; intervenir sur le terrain, aux côtés de la France, chaque État contribuant concrètement aux actions de guerre soit en première ligne, soit en appui logistique, soit en concours médical et en soutien humanitaire. La note des interventions doit être totalisée et son coût réparti au prorata entre les États-membres. Voilà à quoi devrait ressembler un paquet stratégique européen digne de ce nom.

Mais qui dit stratégie dit aussi répondre à des questions fondamentales très difficiles. J'en citerai trois.

En premier lieu, faut-il ou non envoyer des troupes au sol contre Daesh ? Les contre-arguments sont légion : l'embourbement sur le terrain ; le rapatriement des « cercueils de zinc » ; le souvenir des déboires de l'armée américaine au Vietnam, en Irak et en Afghanistan ; l'évocation des croisades et de la guerre des civilisations ; le coût financier considérable, etc. D'autres arguments vont en sens opposé : peut-on vraiment gagner la guerre contre Daesh sans envoyer sur le terrain des forces spéciales ou des effectifs réguliers – européens, russes, américains, arabes ? L'Occident peut-il faire la guerre du haut du ciel tandis que ses alliés kurdes et arabes s'exposent au sol ? Accepterions nous moins facilement la mort de militaires professionnels au combat que l'assassinat de civils en métropole par les sicaires de Daesh. ? Et enfin, question éminemment philosophique : sommes-nous prêts à mourir pour notre liberté ?

Deuxième question : peut-on endiguer Daesh et stabiliser le Proche-Orient sans créer un État palestinien viable, à la condition bien entendu que soit garantie la sécurité d'Israël. Mais l'UE sera-t-elle crédible aux yeux du peuple israélien si elle n'arrive même pas à débarrasser la région de l'État Islamique ? À défaut de quoi le dossier israélo-palestinien restera l'apanage de Washington.

Troisièmement, reste à tracer une perspective véritablement géopolitique pour qu'après avoir remplacé Al Qaeda par Daesh, nous ne voyions pas demain Daesh remplacé par un autre Al Qaeda. Autrement dit, il faut s'attaquer aux causes lointaines, mais profondes du terrorisme islamiste : le retard de modernisation.

Le mal-développement du monde arabe doit beaucoup au Pacte du Quincy (février 1945), entre Roosevelt et Ibn Séoud, emblématique de l'engagement de l'Occident, contre fourniture de pétrole abondant et bon marché, d'assurer la pérennité des dynasties pétrolières, y compris contre les aspirations de leurs propres populations au progrès, aux droits et aux libertés. Nous réalisons mal la frustration des masses arabes devant le double jeu de l'Occident qui leur prêche la démocratie et l'économie de marché, mais soutient depuis trois-quarts de siècle, les régimes despotiques, corrompus et inefficaces qui les oppriment. La religion n'agit ici que comme détonateur actionné par des terroristes prêts à toutes les extrémités. Dans une vision géopolitique

correcte, il faut donc, aider les pays arabes jusqu'ici exclus des bénéfices de la globalisation, par choix de leurs dirigeants, rentiers de la manne pétrolière, à mettre en œuvre des stratégies d'industrialisation et de création d'emplois qualifiés.

La route vers l'exercice en commun d'une souveraineté européenne dans l'ordre stratégique est longue et ardue. Elle part de la perception d'une communauté de destin partagée par les populations : gouvernements, médias et, surtout, Commission européenne, en l'occurrence Federica Mogherini, ont ici une tâche d'explication et de conviction à accomplir. Cette tâche est compliquée d'abord parce que jusqu'ici l'Europe n'a existé que comme marché, son emploi principal, et comme ONG « droits de l'homme », sa fonction subsidiaire. Elle implique ainsi l'apprentissage de la maturité stratégique qui porte sur le temps long parce que c'est seulement sur le très long terme que l'on peut dépasser la *realpolitik* et la transcender par une vision idéaliste du monde. Car si les réalités comptent beaucoup, les idées comptent aussi et sur la durée, elles font la différence : les idéaux de dignité, de justice, de liberté, de laïcité, d'égalité entre les hommes et les femmes et de soutenabilité environnementale ont fini par s'imposer en Europe malgré les contingences économiques et les particularités culturelles et politiques. L'Europe peut sans doute concilier le néoréalisme à la Védrine et l'idéalisme à la Wilson. Sa légitimité internationale tiendra à l'équilibre qu'elle réalisera.

Il s'agit d'abord d'éradiquer Daesh, mais il s'agit aussi de pousser à la modernisation du monde arabe et d'assurer l'intégration effective des musulmans dans une Europe qui doit rester obstinément l'héritière de la tradition judéo-chrétienne, des Lumières et des luttes sociales, mais dans laquelle ils ont toute leur place.